

rents niveaux et types d'autorités. Nous considérerons en premier lieu la position des cercles dirigeants de la Communauté économique européenne, ensuite celle des grands pays, tous membres d'ailleurs de la Communauté, celle des petits pays membres de la Communauté et enfin celle des autres petits pays européens. Avec la Communauté, le Canada a conclu non sans mal un accord cette année. On connaît les réticences qu'ont manifestées depuis 1972 les autorités de la Communauté (Commission, Conseil des ministres, hauts fonctionnaires) à la conclusion d'un lien quelconque avec le Canada. Il fallait surtout éviter tout précédent qui permettrait à un autre État industrialisé d'obtenir des avantages semblables. En clair, on craignait que le Canada ne fût le cheval de Troie des États-Unis au sein de la Communauté. De plus, le fait que peu de temps auparavant le Canada avait révisé sa politique de défense en reléguant sa participation à l'OTAN au troisième rang de ses priorités, après la défense de son territoire et celui de l'Amérique du nord, donnait aux Européens l'impression que le Canada se désintéressait de l'Europe et se repliait sur lui-même. Concrètement, les membres du Conseil des ministres de la Communauté pouvaient constater le retrait de la moitié des forces militaires canadiennes stationnées en Europe. Cependant, les voyages du premier ministre à Bruxelles et dans les capitales des États membres de la Communauté, préparés par le travail discret mais opiniâtre de la mission canadienne auprès des Communautés ainsi que par les contacts entre hauts fonctionnaires canadiens et de la Communauté économique, ont dégagé le terrain pour un accord. On insistait aussi à Ottawa sur le fait que la défense de l'Europe occidentale était décisive pour le Canada et le renforcement de l'équipement militaire canadien en Allemagne par des chars *Léopards* allemands traduisait concrètement ce changement dans la politique de défense.

Maintenant qu'il existe un accord entre le Canada et la Communauté économique européenne, on peut s'interroger sur ce que les dirigeants de la Communauté attendent du Canada? L'attrait des matières premières, dont l'Europe manque, est certainement ce qui intéresse le plus les Européens. Toutefois, le contenu de l'accord reste très vague. Il est un cadre où toutes sortes de projets communs pourraient être discutés et mis sur pied. Le sentiment répandu parmi les Eurocrates — ce nom barbare qui désigne les hauts fonctionnaires du Marché commun — est que le Canada ne sait pas trop lui-même

ce qu'il attend de la Communauté. On rétorque régulièrement à Ottawa qu'on a déjà expliqué patiemment et en détails la position canadienne à Bruxelles. Cependant, ce sentiment ne parvient pas à se dissiper. On continue à reprocher au Canada de n'avoir pas une position originale dans les négociations du GATT et de s'aligner sur celle des États-Unis, sans tenir compte suffisamment de celle de la Communauté, et de ne pas se concerter avec celle-ci. Le protectionnisme du Canada en matière agricole et sur certains produits industriels heurte aussi les intérêts de la Communauté. Comme la signature de l'accord est récente, on peut estimer que ces reproches auront tendance à se dissiper à mesure qu'il sera mis en œuvre. De toute façon, au sein de la bureaucratie de la Communauté, les avis ne sont pas unanimes sur l'attitude vis-à-vis du Canada et seule une enquête scientifique minutieuse, qui fait malheureusement défaut aujourd'hui, pourrait nous renseigner, avec certitude et avec toutes les nuances nécessaires, sur l'attitude des Eurocrates.

Les grands pays européens

Parmi les grands pays européens, c'est d'abord avec la Grande-Bretagne que le Canada possède les liens les plus étroits. Ce pays reste la source principale de l'immigration au Canada. Les échanges commerciaux sont au troisième rang de l'ensemble du commerce canadien. Ces faits sont bien connus et la coopération avec la Grande-Bretagne, très intense au niveau des ministres et des hauts fonctionnaires, est aussi un fait indubitable. Le Royaume-Uni, en raison de tous les liens qu'il entretient avec le Canada, est le pays le plus susceptible de connaître ses besoins, le mieux à même aussi de savoir ce qu'il peut attendre du Canada. Cependant, on a trop tendance à croire que le Canada et ses politiques sont parfaitement bien perçus au Royaume-Uni. En fait, on est souvent frappé de constater que certains milieux dirigeants britanniques voient encore le Canada, selon une vision démodée, comme une quasi-colonie. Il ne s'agit pas, bien entendu, de ceux qui ont des contacts directs avec les hauts fonctionnaires et les ministres canadiens, mais par ailleurs de gens influents souvent du monde économique et intellectuel. Dans le même milieu, n'ai-je pas entendu que la route du Canada vers Bruxelles, siège de la Communauté, passait obligatoirement par Washington? On déplorait la politique de la troisième option; on critiquait la soi-disant hostilité du Canada à l'endroit des États-Unis et on vantait les avantages